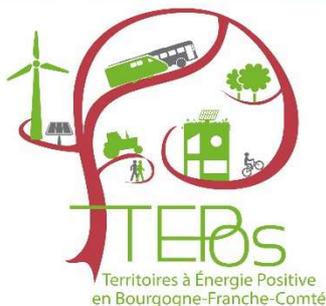




*Communauté de
Communes du Clunisois*



RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2020

Rapport Présenté en Conseil Communautaire du 27/01/2019

Après passage en Commission Finances du 14/01/2019

Sommaire

Préambule

1. Contexte économique et financier

- A. Quelques indicateurs de conjoncture économique
- B. Mesures de la Loi de Finances 2020 intéressant le secteur communal

2. Analyse comptable rétrospective

- A. Synthèse des réalisations majeures de 2019
- B. Section de fonctionnement
- C. Section d'investissement

3. Les orientations budgétaires 2020 de la Communauté de communes

- A. Projets 2020
- B. Fiscalité Directe
- C. Financements des services intercommunaux
- D. Emprunts
- E. Budgets annexes
- F. Schéma de mutualisation

4. La gestion des Ressources Humaines

- A. Dépenses de personnel
- B. Régime indemnitaire
- C. Temps de travail
- D. Structure des effectifs
- E. Instances représentatives internes

ANNEXES

- Fiche DGF 2019
- Tableau des effectifs au 01/01/2020

Préambule : rappel du cadre réglementaire du ROB / DOB (Rapport / Débat d'orientations budgétaires)

Issu de l'article 17 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République dite loi NOTRe, le **Débat d'Orientation Budgétaire** doit maintenant faire l'objet d'une délibération et non plus simplement d'une prise d'acte de la part du conseil communautaire. La délibération précise que son objet est le vote du DOB sur la base d'un rapport et fait apparaître la répartition des voix.

Outre ce changement juridique, le Débat d'Orientation Budgétaire (DOB ci-après) a toujours pour vocation de **présenter les grandes lignes de la politique budgétaire pour l'année d'exercice du budget à venir** tout en précisant certains points particuliers comme la gestion de la dette, l'évolution du personnel ou les grandes dépenses/recettes en fonctionnement et investissement.

La présentation du DOB est aussi l'occasion d'affirmer avec force la poursuite des engagements et actions de la communauté de communes au profit de l'ensemble des communes de l'intercommunalité et de **préciser les moyens de financer les projets et politiques mis en place et à engager**.

> Le **cadre réglementaire**

L'article 107 de la loi NOTRe complète les règles relatives au DOB. Conformément aux nouveaux articles L.2312-1 (bloc communal), L.3312-1 (départements) et L.4312-1 (régions) du CGCT, il doit désormais faire l'objet d'un rapport. Les articles D.2312-3 (bloc communal), D.3312.12 (départements), et D.4312-10 (régions) résultant du décret n°2016-841 du 24 juin 2016 précisent le contenu, les modalités de publication et de transmission du rapport sur lequel s'appuie le débat d'orientation budgétaire.

Ainsi pour les communes d'au moins 3500 habitants, les établissements publics de coopération intercommunale qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, les départements et les régions, ce rapport doit comporter :

- *Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.*
- *La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.*
- *Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.*

Dans les communes de plus de 10000 habitants, les établissements de coopération intercommunale de plus de 10000 habitants et qui comprennent au moins une commune de 3500 habitants et plus, les départements et les régions, le rapport comporte également les informations relatives :

- *A la structure des effectifs ;*
- *Aux dépenses de personnel comportant notamment des éléments sur la rémunération tels que les traitements indiciaires, les régimes indemnitaires, les nouvelles bonifications indiciaires, les heures supplémentaires rémunérées et les avantages en nature ;*
- *A la durée effective du travail.*

1. Contexte économique et financier national

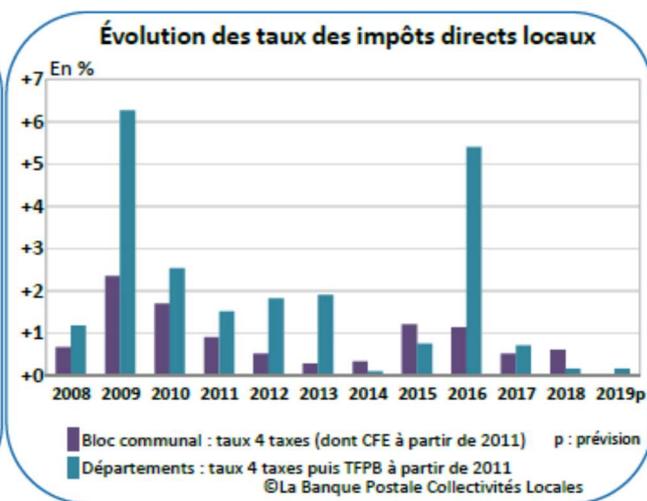
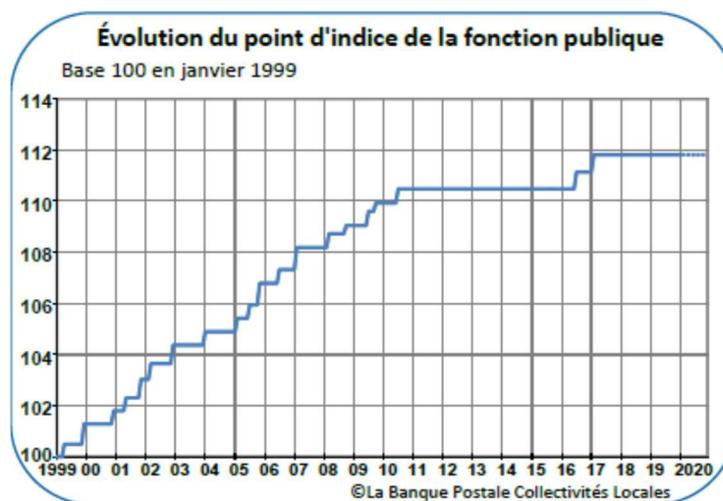
A. Quelques Indicateurs de conjuncture économique nationale

| Principaux indicateurs économiques (moyennes annuelles) | 2019e | 2020p |
|---------------------------------------------------------|-------|-------|
| Taux de croissance du PIB | 1,3% | 1,3% |
| Taux d'inflation | 1,2% | 1,3% |
| Taux de chômage | 8,2% | 8,0% |

e : estimations p : prévisions ©La Banque Postale Collectivités Locales
 Source : INSEE, prévisions La Banque Postale (janvier 2020)

| Taux d'intérêt (%) | | 2019e | 2020p |
|--------------------|------------------|-------|-------|
| Euribor 3 mois | Moyenne annuelle | -0,36 | -0,39 |
| | Fin d'année | -0,39 | -0,38 |
| OAT 10 ans | Moyenne annuelle | 0,13 | 0,12 |
| | Fin d'année | 0,04 | 0,17 |

e : estimations p : prévisions ©La Banque Postale Collectivités Locales
 Source : IHS, prévisions La Banque Postale (janvier 2020)



© LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES

| Collectivités locales 2019 (estimations)* | |
|-------------------------------------------|---------------------|
| Recettes de fonct. | 227,3 Mds€, + 2,1 % |
| Dépenses de fonct. | 187,9 Mds€, + 0,9 % |
| Épargne brute | 39,4 Mds€, + 8,5 % |
| Investissement** | 58,2 Mds€, + 9,2 % |
| Encours de dette | 175,6 Mds€, + 0,5 % |

| Finances des EPCI à fiscalité propre 2019 (estimations)* | |
|----------------------------------------------------------|--------------------|
| Recettes de fonct. | 45,5 Mds€, + 1,8 % |
| Dépenses de fonct. | 39,3 Mds€, + 0,4 % |
| Épargne brute | 6,2 Mds€, + 11,2 % |
| Investissement** | 9,9 Mds€, + 8,9 % |
| Dette | 25,7 Mds€, + 1,2 % |

Rappel LPFP 2018/2022 :

| Objectif national d'évolution des dépenses de fonctionnement | Évolution annuelle moyenne 2018/2022 |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------------------|
| Collectivités locales | + 1,2 % |
| Communes | + 1,1 % |
| Groupements à fiscalité propre | + 1,1 % |

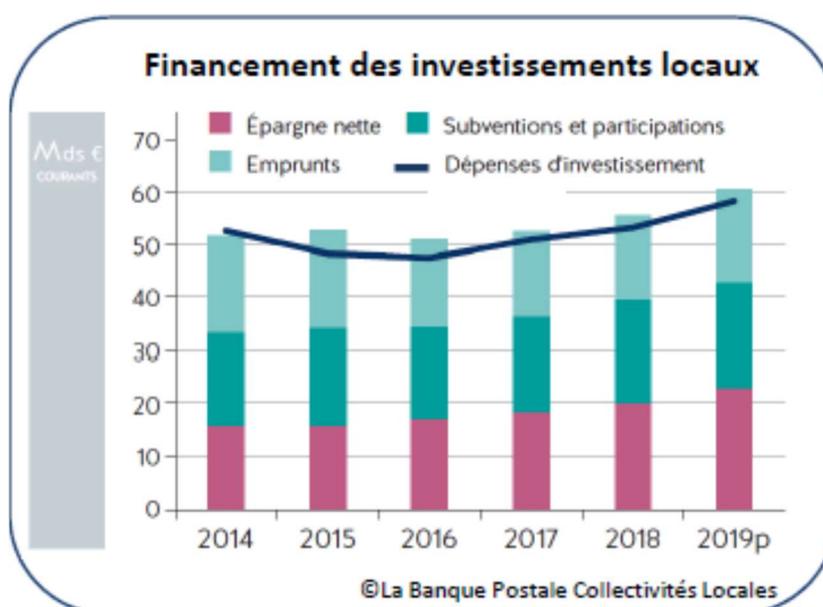
| Réduction du besoin de financement* des CL | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------------------------------|------|------|------|-------|------|
| Annuel (en Md€) | -2,6 | -2,6 | -2,6 | -2,6 | -2,6 |
| Cumulé (en Md€) | -2,6 | -5,2 | -7,8 | -10,4 | -13 |

Budgets principaux + budgets annexes

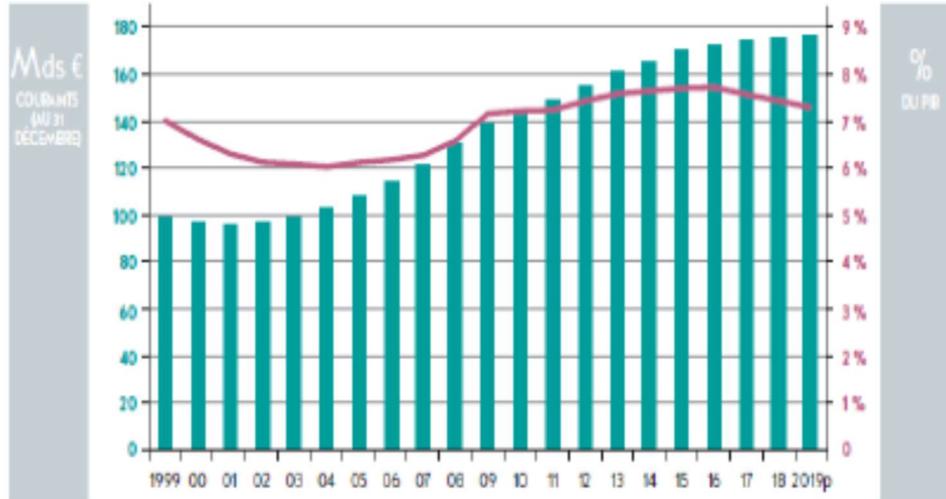
* Besoin de financement : emprunts - remboursements

Source : Art. 13 LPFP 2018-2022

© LA BANQUE POSTALE COLLECTIVITES LOCALES

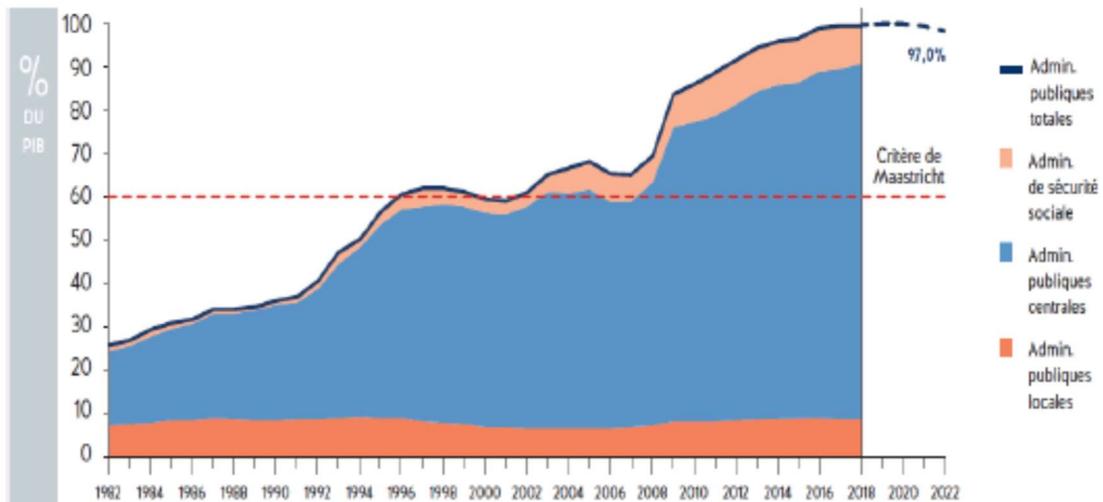


Encours de dette des collectivités locales



©La Banque Postale Collectivités Locales

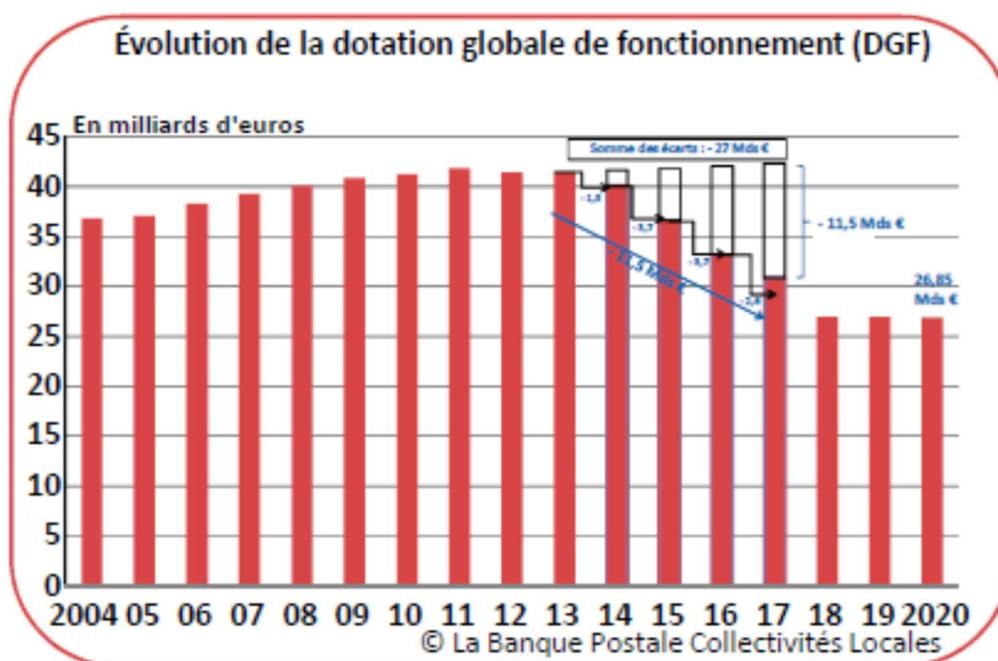
Dette publique



Sources : Insee (Comptes nationaux Base 2014, provisoire 2018) puis Rapport préparatoire au débat d'orientation des finances publiques (juin 2019).

©La Banque Postale Collectivités Locales

B. Mesures de la Loi de Finances 2020 intéressant le « bloc communal »



| | 2018 | 2019 | 2020 | Différence 2020/2019 | Évolution 2020/2019 |
|---------------|----------|----------|----------|----------------------|---------------------|
| DCRTP | 3 057 M€ | 2 977 M€ | 2 918 M€ | -59 M€ | -2,0% |
| Régions | 579 M€ | 549 M€ | 500 M€ | -49 M€ | -9,0% |
| Départements | 1 303 M€ | 1 273 M€ | 1 273 M€ | - | - |
| Bloc communal | 1 175 M€ | 1 155 M€ | 1 145 M€ | -10 M€ | -0,9% |

DCRTP : dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle

Soutien à l'investissement local

| Soutien à l'investissement local en millions d'euros | | 2018 | 2019 | 2020 |
|------------------------------------------------------|---------------------------------|-------|-------|-------|
| Dotations de soutien à l'investissement local (DSIL) | Autorisations d'engagement (AE) | 615 | 570 | 570 |
| | Crédits de paiement (CP) | 456 | 503 | 527 |
| Dotations d'équipement des territoires ruraux (DETR) | Autorisations d'engagement (AE) | 1 046 | 1 046 | 1 046 |
| | Crédits de paiement (CP) | 816 | 807 | 901 |
| Dotations politiques de la ville (DPV) | Autorisations d'engagement (AE) | 150 | 150 | 150 |
| | Crédits de paiement (CP) | 101 | 111 | 124 |

C. Impact des tendances nationales sur la Communauté de Communes

Art. 250 (ex 78) : Ajustements de la dotation d'intercommunalité

La dotation d'intercommunalité a fait l'objet d'une réforme en 2019, avec dorénavant une enveloppe unique plutôt que des montants en euros/habitant dépendants de la catégorie juridique de l'EPCI.

Au titre de 2019, il y a eu une réalimentation pour les EPCI qui avaient une dotation nulle ou inférieure à 5 euros par habitant en 2018 et dont le potentiel fiscal n'était pas supérieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des EPCI de sa catégorie.

Cet article prévoit qu'en 2020, l'accroissement de l'enveloppe à hauteur de 30 millions d'euros (décidé dès la LFI 2019 de manière pérenne), bénéficiera également aux 37 EPCI exclus en 2019 de la réalimentation du fait de leur potentiel fiscal, si leur potentiel fiscal devient inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant de la catégorie. Il est précisé qu'un EPCI ne peut bénéficier qu'une fois de ce dispositif de réalimentation.

Art. 253 (ex 78 quater) : Extension pour 2020 de la garantie dérogatoire accordée au titre d'une perte de l'éligibilité au fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)

Les ensembles intercommunaux et communes isolées qui cessent d'être éligibles au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) perçoivent une garantie de sortie progressive. Cette dernière doit prendre fin en 2020, ce qui conduirait 175 bénéficiaires à ne plus rien toucher s'ils ne redeviennent pas bénéficiaire. Cet article lisse sur une année de plus cette sortie en leur accordant 50 % de l'attribution perçue en 2019 (en 2019, ils avaient bénéficié de 70 % des montants perçus en 2018).

Article 127 (ex 48 octodécies) : Prolongement du maintien en zone de revitalisation rurale (ZRR) des communes qui auraient dû en sortir

Suite à la réforme des ZRR au 1er juillet 2017, 4 074 communes auraient dû sortir du dispositif mais un mécanisme de maintien des effets du classement a été mis en place. Cet article prolonge ce mécanisme de maintien jusqu'au 31 décembre 2020 (au lieu de 30 juin 2020), le temps d'engager un travail de révision du zonage.

Art. 252 (ex 78 ter) : Création d'une dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité

L'article 256 de la LFI pour 2019 avait créé une dotation spécifique pour les communes de moins de 10 000 habitants, ayant un potentiel fiscal par habitant inférieur à 1,5 fois la moyenne de la strate et dont le territoire terrestre est couvert à plus de 75 % par un site Natura 2000.

D'un montant de 5 millions d'euros, elle était financée par une réduction de la DGF du bloc communal et son montant était réparti au prorata de la population et de la proportion du territoire terrestre de la commune couverte par un site Natura 2000 au 1^{er} janvier de l'année précédente.

Cet article abroge l'article 256 de la LFI 2019 et crée pour les communes concernées par les surfaces des sites Natura, et par celles des cœurs de parcs nationaux et des parcs naturels marins, une dotation additionnelle à leur dotation forfaitaire. Il s'agit d'une dotation budgétaire de la mission « Relations avec les collectivités territoriales », et non d'une part de la DGF. Le financement des sommes supplémentaires allouées à cette dotation par rapport à la dotation « Natura 2000 » (soit 5 millions d'euros) sera assuré par une réduction de la DGF (cf. Art. 26)

Composée de 3 fractions, selon que la commune est couverte par un site Natura 2000, fait partie d'un cœur de parc national (et qu'elle a adhéré à la charte du parc national*) ou d'un parc naturel marin, la dotation est répartie entre les communes de moins de 10 000 habitants dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant de la même strate démographique.

Pour les communes de - de 10 000 hab. dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur au double du potentiel fiscal moyen par habitant des communes de la même strate démographique

| Fraction (en % du montant total de la dotation) | dont le territoire terrestre est... | attribution individuelle calculée... |
|-------------------------------------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 55 % | à plus de 75 % par un site Natura 2000 | au prorata de la population et de la proportion du territoire terrestre de la commune couverte par un site Natura 2000 au 1 ^{er} janvier de l'année précédente |

Communes concernées en Clunisois pour un montant total de 73 600 € (dotations perçues en sept. 2019) :

| | | |
|-----------------------|------|-------------|
| Chissey les Macon | 245 | 2 481,00 € |
| Cortambert | 223 | 2 357,00 € |
| Lournand | 318 | 3 273,00 € |
| Cluny | 4743 | 44 249,00 € |
| Berzé le Châtel | 55 | 469,00 € |
| Jalogny | 344 | 3 332,00 € |
| Château | 262 | 2 350,00 € |
| Buffières | 260 | 2 921,00 € |
| Chiddes | 86 | 899,00 € |
| Sivignon | 166 | 1 804,00 € |
| Sainte Cécile | 287 | 2 466,00 € |
| Mazille | 392 | 4 112,00 € |
| Bergesserin | 210 | 1 930,00 € |
| Curtil sous Buffières | 82 | 957,00 € |

Art. 80 (ex 26 bis) : Élargissement du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) aux dépenses d'entretien des réseaux

Cet article étend le bénéfice du FCTVA à de nouvelles dépenses de fonctionnement. Après les dépenses d'entretien des bâtiments publics et de la voirie depuis 2016, ce sont les dépenses d'entretien de réseaux réalisées à compter du 1^{er} janvier 2020 qui deviennent éligibles.

Art. 249 (ex 77) : Report automatisation FCTVA

À partir de 2019, les attributions de FCTVA devaient être déterminées dans le cadre d'une procédure de traitement automatisé des données. Cette procédure permettrait d'améliorer la gestion du FCTVA, jusqu'à présent complexe et chronophage. Pour des raisons de contraintes techniques dans la mise en place de l'automatisation, le délai de 2019 n'a pas pu être tenu et la précédente loi de finances avait décalé sa mise en œuvre à 2020. Cet article entérine un nouveau décalage d'un an, soit à 2021.

Le gouvernement remet au Parlement, avant le 30 septembre 2020, un rapport évaluant, pour les différentes catégories de collectivités, l'impact des restrictions d'assiette d'éligibilité au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée qu'induit la réforme prévue à l'article 258 de la loi de finances pour 2019.

Art. 73 (ex 21) : Projet de suppression de l'indemnité de conseil des comptables publics versées par les collectivités locales

Les collectivités locales et les établissements publics locaux peuvent faire appel au comptable public pour une aide technique et délibérer pour lui verser des indemnités. Cet article prévoit la suppression de la prise en charge par les collectivités de cette indemnité facultative et la reporte sur l'État qui, lui, la finance en minorant les variables d'ajustement à hauteur de 25 millions d'euros.

2. Analyse comptable rétrospective

A. Synthèse des réalisations majeures de 2019 :

Les réalisations listées ci-après sont celles présentant un caractère de nouveauté ou d'actualité particulière, et viennent en sus des activités régulières habituelles des services, et qui ne sont pas rappelées ici.

Economie / Emploi :

- Lancement des travaux de construction d'un Pôle d'Alimentation Locale en Clunisois à Salornay sur Guye
- Lancement des travaux de réhabilitation du local de l'E.B.E. (entreprise à but d'emplois) à Salornay sur Guye
- Lancement des travaux de réhabilitation / mise aux normes de la Laiterie de St Vincent des Prés
- Accueil d'une nouvelle entreprise sur la Z.A. de la Gare à Clunay

Environnement :

- Soutien aux agriculteurs en perte d'I.C.H.N. (Indemnité Compensatrice de Handicap Naturel)
- Réalisation d'une étude sur l'intérêt des haies bocagères
- Stage "étude de marché" en suivi du projet de valorisation des bois de qualité secondaire des forêts Clunysoises, en lien avec l'ENSAM, le CESAER et AMVALOR
- Récupération de « biens ans maîtres » au profit des communes forestières

TEPOS (« Territoire à Energie Positive ») :

- Renouvellement pour 3 ans de la convention d'animation TEPOS avec l'ADEME, définition d'un nouveau programme d'actions et recrutement d'un animateur remplaçant
- Dépôt auprès de l'ADEME et obtention du financement pour le projet "Vélo pour tous en Clunisois"
- Poursuite de la mise en place d'aires de covoiturage officielles, et réalisation d'un site internet (et sms) de mise en relation des covoitureurs
- Lancement du cadastre solaire
- Montage des dossiers C.E.E. (certificats d'économie d'énergie) auprès du PNCEE (programme national des CEE) au profit des communes
- Poursuite du projet Méthanisation Séchage, avec constitution de la SAMESEC, négociation avec TEPCV, et lancement d'appel d'offres
- Suivi d'un projet éolien à St André le Désert finalement abandonné

P.I.G. Habitat

- Finalisation et signature de la convention PIG Habitat avec tous les partenaires
- Création du service et démarrage effectif du programme

Eau / Assainissement / Gemapi

- Suivi de l'étude de préfiguration de la prise de compétence « eau et assainissement »
- Vote de rejet de la prise de compétence par la CCC
- Accompagnement à la demande de subvention auprès de l'Agence de l'eau pour les travaux des communes
- Suivi prise de compétence Gemapi et discussions autour de la création d'un nouveau syndicat de bassin versant

Ordures ménagères

- Phase préalable au lancement de la R.S.I. (redevance spéciale incitative), avec rencontre des professionnels et information auprès des futurs redevables

Enfance jeunesse / parentalité / bibliothèques :

- Ouverture du Lieu d'Accueil Parents Enfants (L.A.E.P.)

Finances

- Remboursement de l'emprunt de 1.9M€ pour le déploiement du Très Haut Débit

Bilan du Pacte de solidarité financière et fiscale au 31/12/2019 :

| Communes | Attribué 2015-2019 | Investissement | | Fonctionnement | | Solde au 31/12/2019 | Couverture | | Restes non demandés | |
|-------------------------|--------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|---------------------|---------------|---------------|---------------------|----------------|
| | | Convention | Versé | Convention | Versé | | attribué | conventionné | à conventionner | à recevoir |
| Ameugny | 15 419 | - | - | 14 649 | 5 593 | 9 826 | 36,3% | 38,2% | 770 | 9 056 |
| Bergesserin | 36 583 | 36 143 | 29 763 | - | - | 6 820 | 81,4% | 82,3% | 440 | 6 380 |
| Berzé-le-Châtel | 14 595 | 6 184 | 6 184 | 3 393 | 2 451 | 5 960 | 59,2% | 90,2% | 5 018 | 942 |
| Blanot | 34 949 | 27 851 | 27 851 | - | - | 7 098 | 79,7% | 100,0% | 7 098 | 0 |
| Bonnay | 30 094 | 27 963 | 17 447 | - | - | 12 647 | 58,0% | 62,4% | 2 131 | 10 516 |
| Bray | 37 967 | - | - | 37 955 | 24 527 | 13 440 | 64,6% | 64,6% | 12 | 13 428 |
| Buffières | 52 448 | 9 962 | 9 962 | 42 486 | 32 487 | 9 999 | 80,9% | 80,9% | - | 9 999 |
| Burzy | 7 489 | 4 989 | 1 497 | - | - | 5 992 | 20,0% | 30,0% | 2 500 | 3 492 |
| Château | 42 762 | 42 762 | 25 959 | - | - | 16 803 | 60,7% | 60,7% | - | 16 803 |
| Chériset | 10 498 | - | - | - | - | 10 498 | 0,0% | - | 10 498 | - |
| Chevagny-sur-Guye | 11 647 | 2 235 | 2 235 | - | - | 9 412 | 19,2% | 100,0% | 9 412 | - |
| Chiddes | 11 694 | 6 308 | 6 308 | 5 386 | 2 008 | 3 378 | 71,1% | 71,1% | - | 3 378 |
| Chissey-lès-Mâcon | 48 886 | - | - | 48 886 | 48 886 | 0 | 100,0% | 100,0% | - | 0 |
| Cluny | 969 638 | 612 976 | 550 434 | 231 711 | 162 211 | 256 993 | 73,5% | 84,4% | 124 951 | 132 042 |
| Cortambert | 46 889 | 46 450 | 37 222 | - | - | 9 667 | 79,4% | 80,1% | 439 | 9 228 |
| Cortevaix | 24 654 | - | - | 24 654 | 24 654 | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| Curtil-sous-Bufferières | 14 204 | 6 334 | 2 913 | - | - | 11 291 | 20,5% | 46,0% | 7 870 | 3 421 |
| Donzy-le-National | 16 266 | 7 375 | 7 375 | 8 891 | 8 891 | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| Donzy-le-Pertuis | 25 907 | 25 907 | 20 900 | - | - | 5 007 | 80,7% | 80,7% | - | 5 007 |
| Flagy | 25 966 | 25 933 | 25 933 | - | - | 33 | 99,9% | 100,0% | 33 | - |
| Joncy | 49 487 | 26 675 | 26 675 | - | - | 22 812 | 53,9% | 100,0% | 22 812 | - |
| Jalogny | 50 430 | 24 319 | 24 319 | 26 111 | 26 111 | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| La Guiche | 50 385 | 24 472 | 10 069 | - | - | 40 316 | 20,0% | 41,1% | 25 913 | 14 403 |
| La Vineuse | 22 734 | 22 734 | 22 734 | - | - | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| Lournand | 61 184 | 37 080 | 36 945 | - | - | 24 239 | 60,4% | 99,6% | 24 104 | 135 |
| Massilly | 76 293 | 75 512 | 75 245 | - | - | 1 048 | 98,6% | 99,6% | 781 | 267 |
| Massy | 4 762 | - | - | 4 762 | 4 762 | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| Mazille | 66 641 | 66 745 | 66 745 | - | - | 104 | 100,2% | 100,0% | - | 104 |
| Passy | 13 071 | - | - | 8 885 | 8 885 | 4 186 | 68,0% | 100,0% | 4 186 | - |
| Pressy-sous-Dondin | 19 780 | 11 486 | 7 350 | - | - | 12 430 | 37,2% | 64,0% | 8 294 | 4 136 |
| Sailly | 19 603 | 19 380 | 16 340 | - | - | 3 263 | 83,4% | 84,3% | 223 | 3 040 |
| St André le Desert | 58 034 | 55 782 | 55 782 | - | - | 2 252 | 96,1% | 100,0% | 2 252 | 0 |
| Ste Cécile | 39 877 | 32 358 | 17 360 | - | - | 22 517 | 43,5% | 53,6% | 7 519 | 14 998 |
| St Clement sur guye | 13 966 | 12 067 | 9 566 | 1 847 | - | 4 401 | 68,5% | 68,7% | 52 | 4 349 |
| St Huruge | 6 556 | 4 624 | 4 624 | - | - | 1 932 | 70,5% | 100,0% | 1 932 | - |
| St Marcelin de Cray | 25 485 | 18 403 | 18 403 | - | - | 7 082 | 72,2% | 100,0% | 7 082 | - |
| St Martin de Salency | 13 830 | - | - | 12 708 | 8 560 | 5 270 | 61,9% | 67,4% | 1 122 | 4 148 |
| St Martin la Patrouille | 6 502 | - | - | 2 168 | 2 168 | 4 334 | 33,3% | 100,0% | 4 334 | - |
| St Vincent des Prés | 20 452 | 16 604 | 16 603 | - | - | 3 849 | 81,2% | 100,0% | 3 849 | 1 |
| St Ythaire | 14 300 | 11 590 | 2 500 | 1 443 | 1 443 | 10 357 | 27,6% | 30,3% | 1 267 | 9 090 |
| Salornay sur Guye | 136 963 | 90 266 | 90 266 | 46 697 | 46 697 | 0 | 100,0% | 100,0% | - | 0 |
| Sigy-le-Châtel | 24 727 | 19 949 | 12 517 | - | - | 12 210 | 50,6% | 62,7% | 4 778 | 7 432 |
| Sivignon | 34 067 | 22 985 | 22 985 | 11 083 | 9 952 | 1 131 | 96,7% | 96,7% | - | 1 131 |
| Taizé | 26 936 | 16 093 | 9 656 | - | - | 17 280 | 35,8% | 60,0% | 10 843 | 6 437 |
| Vineuse-sur-Fregande | 69 277 | 46 245 | 46 245 | 23 032 | 23 032 | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| Vitry-lès-Cluny | 6 095 | 5 807 | 5 807 | 288 | 288 | - | 100,0% | 100,0% | - | - |
| Total | 2 409 992 | 1 550 547 | 1 370 717 | 557 035 | 443 606 | 595 669 | 68,36% | 82,22% | 302 410 | 293 259 |

| | TOTAL | INVEST | FONCT |
|----------------------------------|-----------|-----------|---------|
| Total Attribué | 2 409 992 | | |
| Total Conventionné | 2 107 582 | 1 550 547 | 557 035 |
| Total Non conventionné | 302 410 | | |
| Total Versé | 1 814 323 | 1 370 717 | 443 606 |
| Total Reste à verser sur convent | 293 259 | 179 830 | 113 429 |

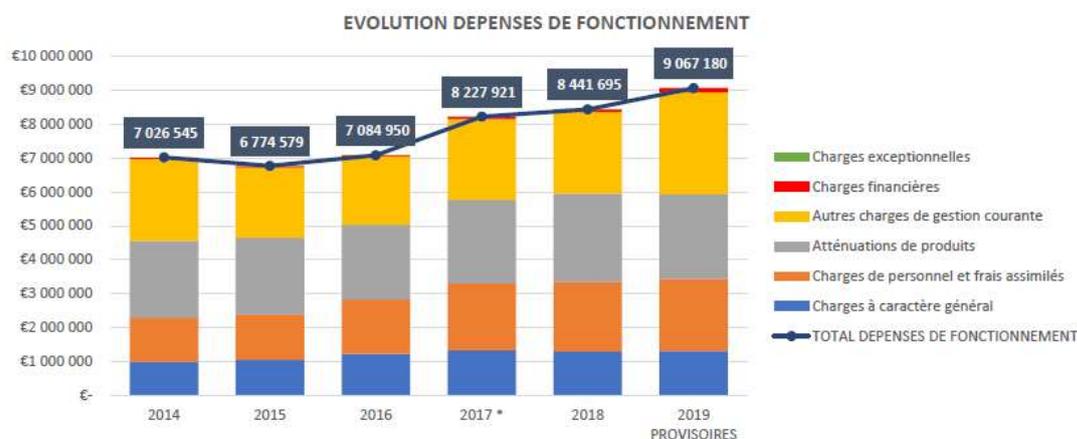
B. Section de fonctionnement

| Chapitre | Libellé | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 * | 2018 | 2019 PROVISOIRES |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 11 | Charges à caractère général | 993 359,58 | 1 049 683,67 | 1 226 052,38 | 1 332 606,04 | 1 291 305,51 | 1 311 546,32 |
| 12 | Charges de personnel et frais assimilés | 1 298 711,12 | 1 340 245,63 | 1 610 174,92 | 1 969 850,96 | 2 063 815,48 | 2 132 900,91 |
| 14 | Atténuations de produits | 2 265 750,04 | 2 256 998,86 | 2 198 936,00 | 2 465 852,00 | 2 597 418,00 | 2 491 901,00 |
| 65 | Autres charges de gestion courante | 2 421 854,48 | 2 076 551,52 | 2 010 988,38 | 2 382 076,72 | 2 409 872,99 | 3 008 457,12 |
| 66 | Charges financières | 46 870,01 | 48 791,20 | 37 598,17 | 68 187,39 | 78 751,17 | 122 250,91 |
| 67 | Charges exceptionnelles | - | 2 308,40 | 1 200,00 | 9 347,83 | 532,04 | 123,50 |
| TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT | | 7 026 545,23 | 6 774 579,28 | 7 084 949,85 | 8 227 920,94 | 8 441 695,19 | 9 067 179,76 |
| EVOLUTION EN € | | | -251 966 € | 310 371 € | 1 142 971 € | 213 774 € | 625 485 € |
| EVOLUTION EN % | | | -3,59% | 4,58% | 16,13% | 2,60% | 7,41% |

* Rappel : Evolution du périmètre de la CCC par extension à 9 communes au 01/01/2017

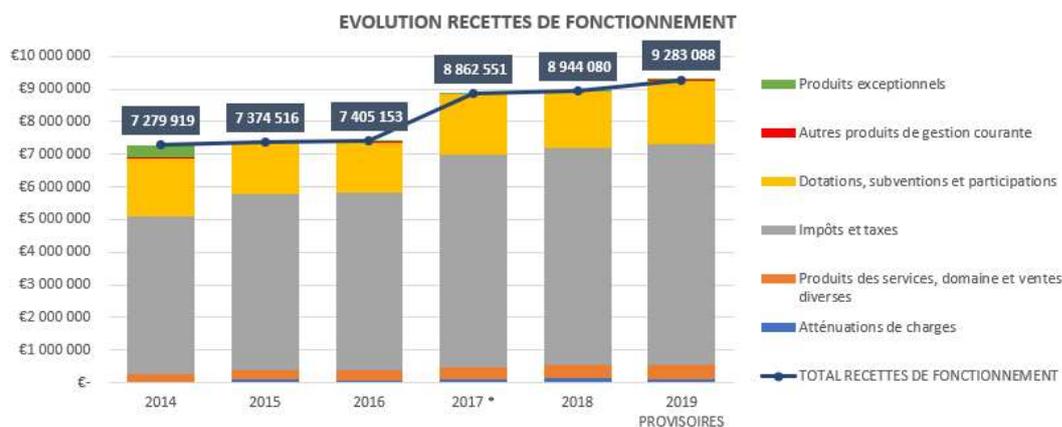
L'augmentation du chapitre 65 est expliquée par la prise en charge des 3 dépôts de CEE (430 657 euros que l'on retrouve en recettes au chapitre 74)

L'augmentation du chapitre 66 est expliquée par le remboursement anticipé du THD (55 204 euros)



| Chapitre | Libellé | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 * | 2018 | 2019 PROVISOIRES |
|-----------------------------------------|---------------------------------------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 13 | Atténuations de charges | 23 991,07 | 107 077,75 | 64 333,31 | 99 210,33 | 132 943,98 | 109 294,41 |
| 70 | Produits des services, domaine et ventes diverses | 249 793,88 | 262 076,25 | 338 264,41 | 374 252,15 | 411 997,66 | 450 537,94 |
| 73 | Impôts et taxes | 4 808 139,93 | 5 408 381,75 | 5 409 412,55 | 6 526 463,35 | 6 648 615,95 | 6 755 775,59 |
| 74 | Dotations, subventions et participations | 1 782 846,06 | 1 557 849,26 | 1 554 657,48 | 1 843 822,30 | 1 729 033,60 | 1 919 402,11 |
| 75 | Autres produits de gestion courante | 26 732,52 | 17 463,90 | 27 664,03 | 14 887,68 | 18 545,18 | 35 662,71 |
| 77 | Produits exceptionnels | 388 415,18 | 21 667,36 | 10 820,75 | 3 915,42 | 2 943,88 | 12 415,18 |
| TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT | | 7 279 918,64 | 7 374 516,27 | 7 405 152,53 | 8 862 551,23 | 8 944 080,25 | 9 283 087,94 |
| EVOLUTION EN € | | | 94 598 € | 30 636 € | 1 457 399 € | 81 529 € | 339 008 € |
| EVOLUTION EN % | | | 1,30% | 0,42% | 19,68% | 0,92% | 3,79% |

* Rappel : Evolution du périmètre de la CCC par extension à 9 communes au 01/01/2017



Résultats *provisoires* de l'exercice 2019 :

Dépenses de fonctionnement : 9 214 188,42 € (dont 141 040,63 € de dépenses d'ordre)

Recettes de fonctionnement : 9 283 087,94 € (dont 30 000 de recettes d'ordre)

Excédent : 23 899,52 €

Excédent antérieur reporté : 592 625,03 €

Excédent global estimé de la section de fonctionnement : 616 524,55 €

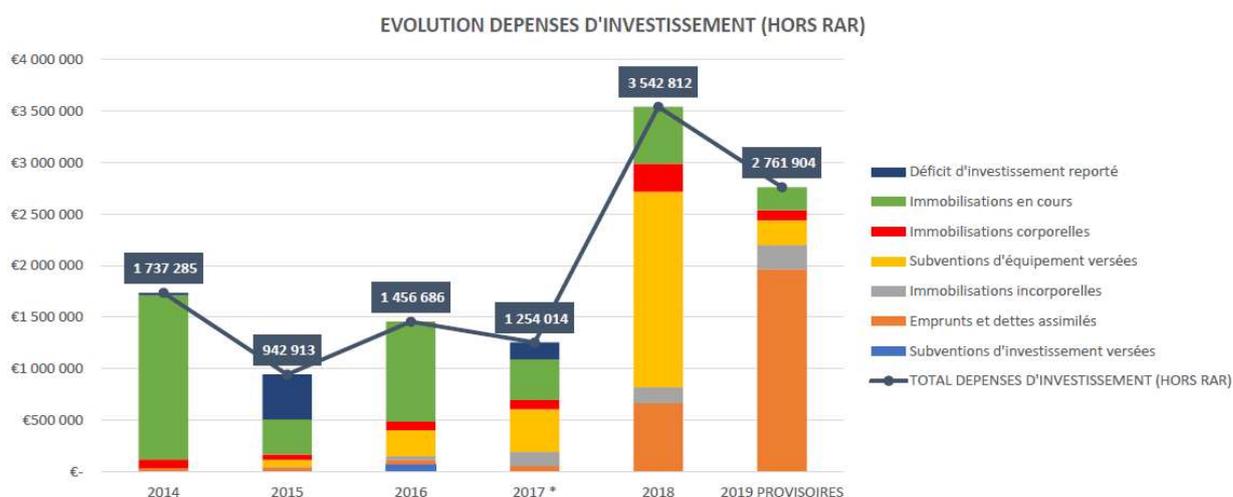
Taxes ménages :

| TAXES | TAUX 2014 | TAUX 2015 | TAUX 2016 | TAUX 2017 | TAUX 2018 | TAUX 2019 | TAUX PREVISIONNEL 2020 |
|------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------------------|
| Taxe d'Habitation (TH) | 11,86 | 12,54 | 12,54 | 13,92 | 13,92 | 13,92 | 13,92 |
| Taxe sur le Foncier Bâti (TFB) | 3,57 | 4,00 | 4,00 | 4,44 | 4,44 | 4,44 | 4,44 |
| Taxe sur le Foncier Non Bâti (TFNB) | 11,85 | 12,52 | 12,52 | 13,90 | 13,90 | 13,90 | 13,90 |
| Contribution Foncière des Entreprises (CFE) | 23,32 | 24,61 | 25,95 | 26,13 | 26,13 | 26,13 | 26,13 |
| Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) | 11,80 | 11,82 | 11,85 | 11,85 | 11,55 | 11,10 | 10,80 |

C. Section d'investissement

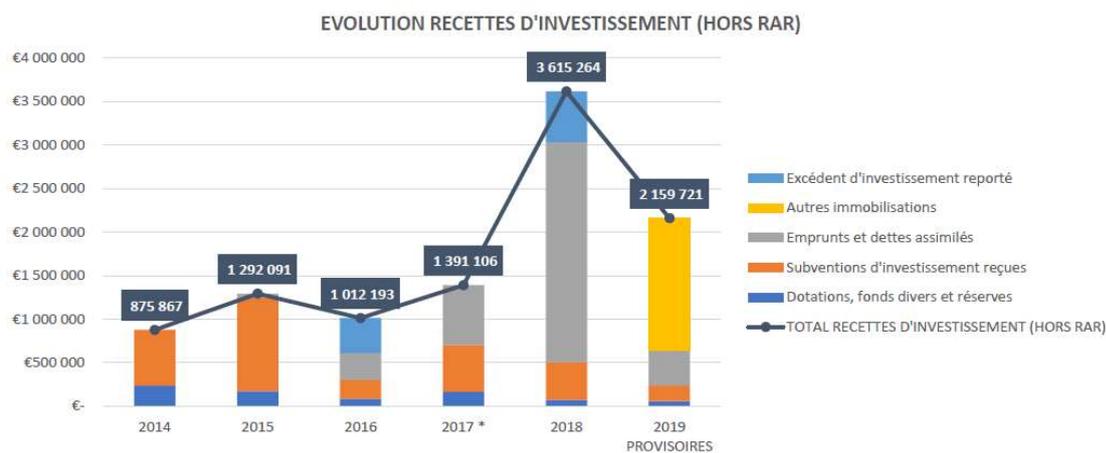
| Chapitre | Libellé | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 * | 2018 | 2019 PROVISOIRES |
|---------------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 13 | Subventions d'investissement versées | - | - | 71 071,72 | - | - | - |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | 36 162,46 | 41 115,32 | 42 546,70 | 56 303,03 | 665 595,91 | 1 967 571,70 |
| 20 | Immobilisations incorporelles | - | 7 800,00 | 34 801,32 | 133 422,16 | 152 411,37 | 231 221,95 |
| 204 | Subventions d'équipement versées | - | 65 930,73 | 253 635,64 | 415 184,30 | 1 899 149,20 | 241 403,42 |
| 21 | Immobilisations corporelles | 81 728,81 | 53 099,53 | 85 689,63 | 91 459,28 | 274 042,58 | 100 336,68 |
| 23 | Immobilisations en cours | 1 594 183,94 | 339 200,53 | 968 941,45 | 394 685,27 | 551 612,90 | 221 370,43 |
| 001 | Déficit d'investissement reporté | 25 210,19 | 435 767,22 | - | 162 960,23 | - | - |
| TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT (HORS RAR) | | 1 737 285,40 | 942 913,33 | 1 456 686,46 | 1 254 014,27 | 3 542 811,96 | 2 761 904,18 |
| <i>EVOLUTION EN €</i> | | | -794 372 € | 513 773 € | -202 672 € | 2 288 798 € | -780 908 € |
| <i>EVOLUTION EN %</i> | | | -45,72% | 54,49% | -13,91% | 182,52% | -22,04% |

* Rappel : Evolution du périmètre de la CCC par extension à 9 communes au 01/01/2017



| Chapitre | Libellé | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 * | 2018 | 2019 PROVISOIRES |
|---------------------------------------------------|-------------------------------------|-------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | 238 865,00 | 172 643,00 | 87 723,00 | 166 723,00 | 72 891,00 | 58 143,00 |
| 13 | Subventions d'investissement reçues | 637 002,18 | 1 073 059,42 | 213 399,57 | 539 382,51 | 433 593,95 | 179 617,51 |
| 16 | Emprunts et dettes assimilés | - | 46 388,68 | 309 755,32 | 685 000,00 | 2 528 500,00 | 400 000,00 |
| 27 | Autres immobilisations | - | - | - | - | - | 1 521 960,00 |
| 001 | Excédent d'investissement reporté | - | - | 401 315,28 | - | 580 278,89 | - |
| TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT (HORS RAR) | | 875 867,18 | 1 292 091,10 | 1 012 193,17 | 1 391 105,51 | 3 615 263,84 | 2 159 720,51 |
| EVOLUTION EN € | | | 416 224 € | -279 898 € | 378 912 € | 2 224 158 € | -1 455 543 € |
| EVOLUTION EN % | | | 47,52% | -21,66% | 37,43% | 159,88% | -40,26% |

* Rappel : Evolution du périmètre de la CCC par extension à 9 communes au 01/01/2017



Compte tenu des écritures d'ordre (mais hors RAR), les réalisations d'investissements sont les suivantes (*résultats provisoires*) :

- **Dépenses d'investissement : 4 329 864,18 €**
- **Recettes d'investissement : 3 822 721,14 €**
- **Excédent reporté : 691 704,58 €**

Résultat provisoire 2019 : 184 561,54€

3. Les orientations budgétaires 2020 de la Communauté de communes

A noter que cette année budgétaire s'ouvre à périmètre intercommunal constant et sans compétences nouvelles.

2020 sera toutefois marquée par le **renouvellement général municipal en mars et intercommunal en avril**. Le bureau communautaire a pris le parti de voter son budget primitif 2020 avant cette échéance électorale, afin de **garantir un relai plus serein au futur exécutif, ainsi qu'aux services**. D'autant que rien n'empêchera les prochains élus, s'ils le souhaitent, d'amender ce budget par Décisions Modificatives (DM) ou Budget Supplémentaire (BS).

Le Budget Primitif 2020 sera en tout état de cause, élaboré **dans la continuité des précédents, soit dans une logique de maîtrise stricte des dépenses de fonctionnement**, chaque service étant appelé à travailler à budget constant, et à élaborer quand c'est possible des pistes de réduction des restes à charge.

La compétence développée en ce domaine ces dernières années, grâce à la **comptabilité analytique** mise en œuvre, a permis de systématiser cette **gestion financière par pilotage du reste à charge**. Le futur exécutif jouira ainsi d'emblée d'une **lisibilité budgétaire détaillée**, pour chaque activité menée par la CC du Clunisois. La Chambre régionale des Comptes a d'ailleurs apprécié positivement cette pratique lors de son récent contrôle (dont les conclusions paraîtront dans le courant de l'année.)

L'année 2020 étant une **année de transition**, les projets 2020 sont tous des **projets de continuité** avec l'action menée dans le courant de ce mandat. **Aucun projet nouveau d'envergure** n'est donc proposé, pour ne pas lier le prochain exécutif à des choix stratégiques qu'il n'aurait pas pleinement décidé.

A noter toutefois qu'il apparaîtrait fort opportun que **dès le début** du prochain mandat soient initiées les réflexions et travaux autour des questions d'importance que sont les **prises de compétences P.L.U.I.** d'une part (Plan local d'urbanisme intercommunal ; transfert automatique au 01/01/2021, sauf minorité de blocage des communes membres) ; et **Eau / Assainissement** d'autre part (report du transfert de 2020 à 2026.)

A. Projets 2020 :

Economie / Emploi / Equipements :

- Fin du chantier et Mise en service (07/2020) du Pôle d'Alimentation Locale en Clunisois à Salornay sur Guye
- Fin du chantier et Mise en service (07/2020) de l'atelier d'insertion de l'E.B.E. et d'un espace de coworking à Salornay sur Guye
- Lancement du Projet « Territoire zéro chômeur de longue durée »

Habitat / Urbanisme :

- Poursuite du P.I.G. Habitat / année 2
- Adaptation du service mutualisé Instruction Autorisations du Droit des Sols aux potentielles évolutions des sollicitations des communes suite au renouvellement des exécutifs de 2020

Environnement :

- Natura 2000 : Embauche d'un 2^e animateur permanent
- Définition d'un nouveau cadrage pluriannuel pour la charte forestière de territoire
- Lancement effectif du projet de valorisation des bois de qualité secondaire
- Redynamisation de la visibilité des circuits « Balades vertes »

TEPOS :

- Définition de la « Stratégie Air Climat Energie » du territoire Clunisois
- Réalisation du Schéma directeur Vélo et démarrage effectif du projet « Vélo pour tous en Clunisois »
- Lancement du site Internet de covoiturage en partenariat avec les communautés de communes limitrophes
- Choix du titulaire du marché et lancement des travaux de construction de l'unité de Méthanisation - Séchage

Ordures ménagères :

- Mise en œuvre effective / facturation de la Redevance Spéciale Incitative (R.S.I.) pour les producteurs intermédiaires de déchets (entre 400 et 1000 L)

Enfance / jeunesse / Parentalité / Bibliothèques :

- Mise en place de la Convention Territoriale Globale (C.T.G.) avec la CAF
- Intégration de « 1001 Familles » au réseau « Parents 71 »
- Ouverture du Club Jeunes le samedi après-midi à Cluny
- Mise en réseau des bibliothèques de Joncy, d'Ameugny et de la ludothèque de Cluny
- Transport scolaire : possible augmentation de la prise en charge financière par la Région (*sous réserves*)

Ces projets sont adossés à une recherche systématique et optimale de cofinancements à tous les échelons (départemental, régional, national, européen).

La **volonté directrice du BP 2020** est plus que jamais affirmée, malgré le contexte financier tendu :

- De ne pas alourdir les taux de fiscalité des ménages,
- De poursuivre la diminution de la fiscalité sur les ordures ménagères, rendue possible par l'introduction de la redevance spéciale incitative,
- De maîtriser ses dépenses de fonctionnement, afin de préserver la capacité à investir et de pérenniser un service public de qualité,
- De renforcer le soutien apporté par la communauté aux communes, au service d'un développement équilibré et durable de notre territoire.

Parmi les **évolutions à signaler en matière de dépenses de fonctionnement en 2020** :

- L'interruption des annuités du prêt sur le haut débit (environ 82 k€, auxquels il faut retrancher 55 k€ de pénalités de remboursement anticipé affectant le résultat reporté sur cet exercice) ;
- Dans le cadre du pacte de solidarité, la fin de la période de remboursement aux communes des baisses de leurs taux de fiscalité, se traduisant par une diminution du reste à charge du pacte pour la CCC (environ 60 k€) ;
- En matière de transports scolaires, dans le cadre des négociations actuelles avec la Région suite à l'intention manifestée par la CCC de ne pas renouveler la convention en vigueur, nous visons une diminution du reste à charge de la CCC pour la période de septembre à décembre ;
- La fin du soutien du FSE pour le fonctionnement de la Maison des Services au Public, qui devra être compensée par une réduction des charges de personnel (suppression du poste d'animateur Cyber) et se traduira par une augmentation du reste à charge de la CCC.

B. Plan pluriannuel d'investissement

Pas de P.P.I. à présenter en cette année de transition électorale. Pour rappel : au vu de nos compétences actuelles, nous n'avons pas d'investissements récurrents / « routiniers », mais fonctionnons essentiellement par « opérations d'opportunité », difficiles à prévoir au-delà d'un an, car soumises aux évolutions des possibilités de financement.

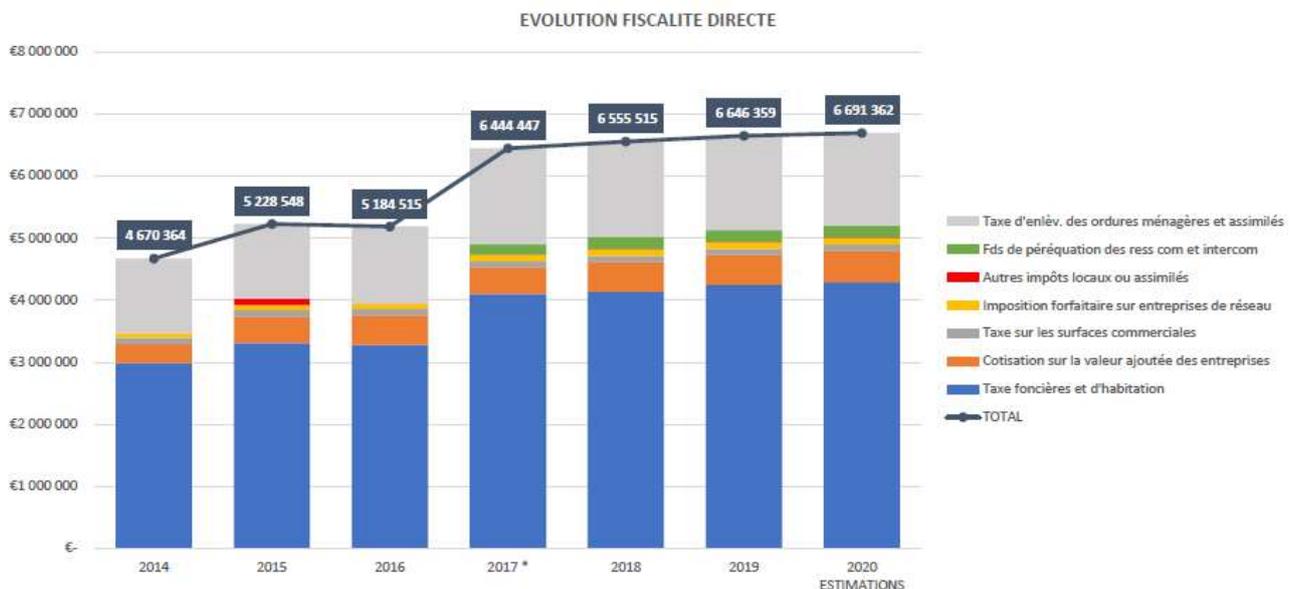
En effet, nos moyens financiers restreints imposent de maximiser notre taux de cofinancement, en répondant à des appels à projets ou autres offres de financements.

En fonction des compétences que la CCC pourrait prendre à l'avenir (voirie, eau, assainissement, etc.), requérant des opérations d'investissement plus régulières et donc prévisibles, le futur exécutif sera davantage en mesure de faire des prévisions pluriannuelles qui aient du sens.

C. Fiscalité directe :

| Articles | Désignation | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 * | 2018 | 2019 | 2020 ESTIMATIONS |
|-----------------------|--------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| 73111 | Taxe foncières et d'habitation | 2 984 637 € | 3 311 411 € | 3 282 139 € | 4 100 127 € | 4 136 096 € | 4 249 477 € | 4 287 722 € |
| 73112 | Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises | 307 438 € | 426 374 € | 474 159 € | 430 814 € | 478 923 € | 476 503 € | 511 059 € |
| 73113 | Taxe sur les surfaces commerciales | 102 551 € | 106 039 € | 98 854 € | 95 851 € | 95 852 € | 100 631 € | 100 631 € |
| 73114 | Imposition forfaitaire sur entreprises de réseau | 72 439 € | 74 823 € | 85 246 € | 103 382 € | 102 558 € | 102 709 € | 102 709 € |
| 7318 | Autres impôts locaux ou assimilés | - € | 99 616 € | 3 810 € | 7 162 € | 10 848 € | 10 898 € | 10 898 € |
| 73223 | Fds de péréquation des ress com et intercom | - € | - € | - € | 161 412 € | 193 252 € | 184 639 € | 184 639 € |
| 7331 | Taxe d'enlèv. des ordures ménagères et assimilés | 1 203 299 € | 1 210 285 € | 1 240 307 € | 1 545 699 € | 1 537 986 € | 1 521 502 € | 1 493 704 € |
| TOTAL | | 4 670 364 € | 5 228 548 € | 5 184 515 € | 6 444 447 € | 6 555 515 € | 6 646 359 € | 6 691 362 € |
| EVOLUTION EN € | | | 558 184 € | -44 033 € | 1 259 932 € | 111 068 € | 90 844 € | 45 003 € |
| EVOLUTION EN % | | | 11,95% | -0,84% | 24,30% | 1,72% | 1,39% | 0,68% |

* Rappel : Evolution du périmètre de la CCC par extension à 9 communes au 01/01/2017

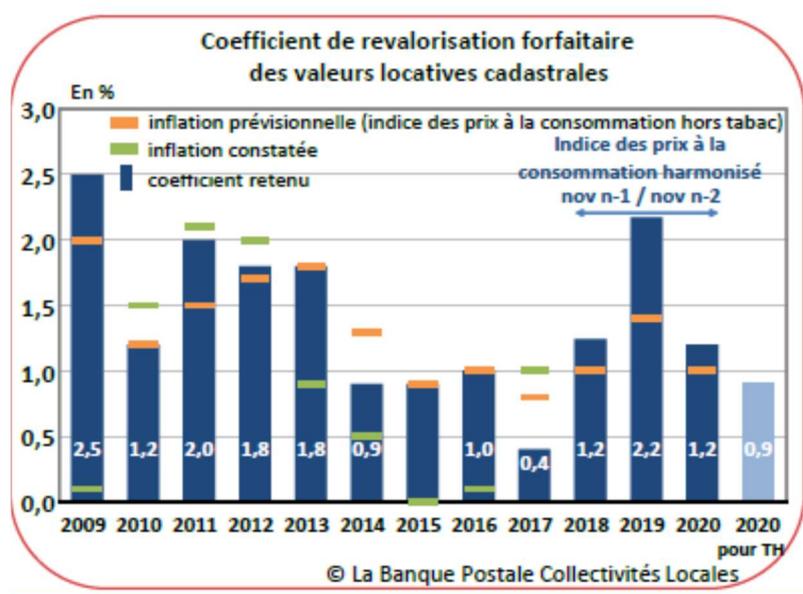


1- Revalorisation des valeurs locatives pour 2020

Il existe 2 mécanismes de revalorisation des valeurs locatives :

- celui applicable aux locaux professionnels (avec un mode de calcul assez complexe). Nous n'avons pas les éléments pour estimer la variation des bases pour les locaux professionnels.

- et celui applicable à tous les autres types de locaux : Pour 2020, le coefficient de revalorisation forfaitaire des valeurs locatives est de **0.9 %**.

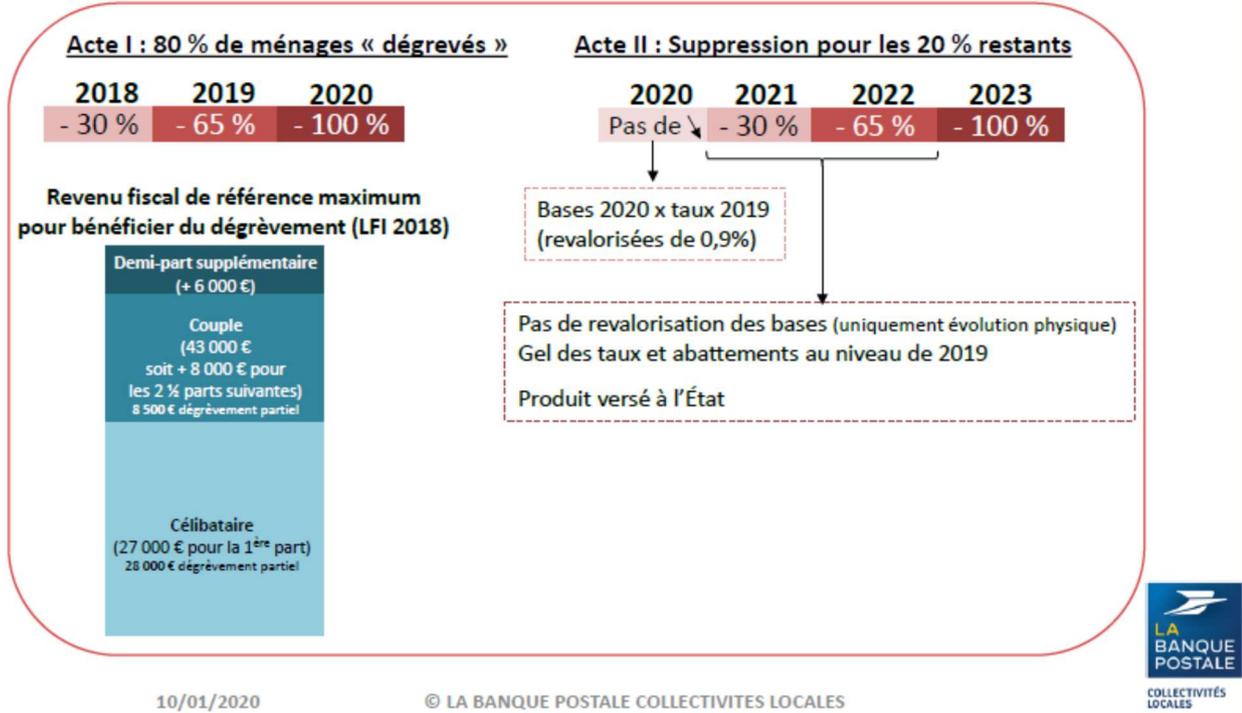


2- Fiscalité des ménages

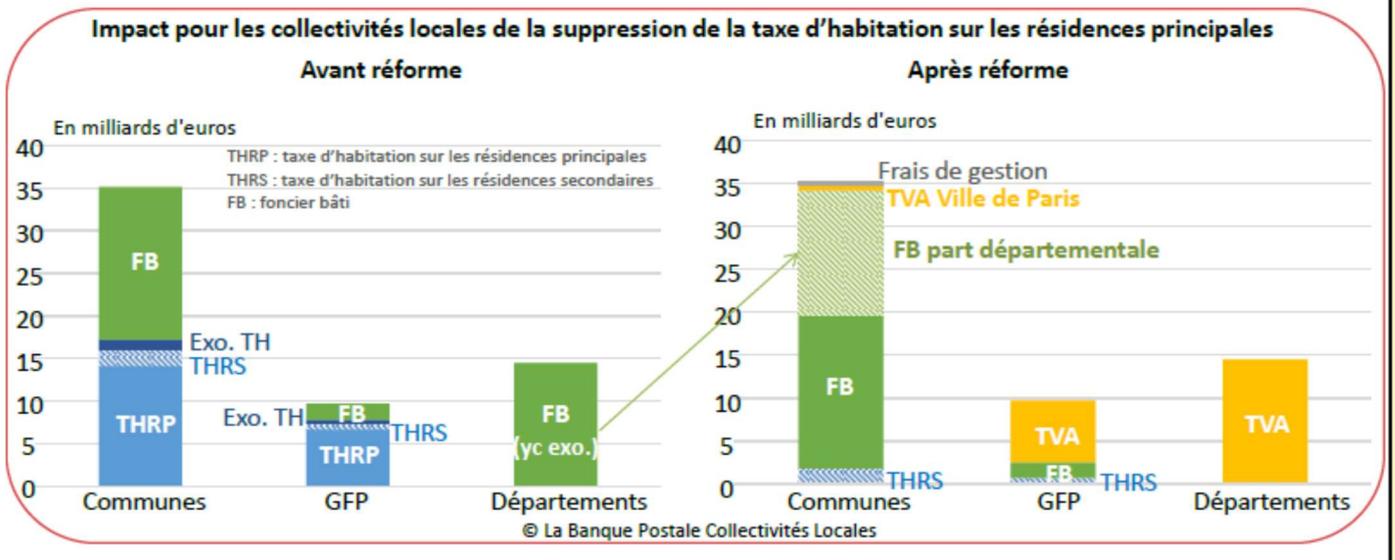
Proposition sera faite de reconduire les taux de fiscalité des ménages à l'identique en 2020.

Comme annoncé par la DDFIP, nous considérons que la suppression de la taxe d'habitation est intégralement compensée.

Art. 16 : suppression de la TH sur les résidences principales – Impact pour les contribuables



Art. 16 : suppression de la TH sur les résidences principales Impact global pour les collectivités locales



3- TEOM / RSI

Selon les premières informations du SIRTOM (DOB), la demande auprès des EPCI serait du niveau que l'an dernier, augmenté de 1 à 2 %, soit au maximum 1 591 000 € (+30 k€).

De plus, la mise en place de la RSI (redevance spéciale incitative) à partir de 2020 pour les usagers professionnels, se traduira par une hausse du produit net de la redevance : 120 k€ au maximum de RSI estimée (contre 45 k€ auparavant au titre de la redevance spéciale).

Ces deux dernières années, le taux de TEOM a été baissé de 11.85 à 11.55 %, puis à 11.10 %. Il sera proposé en 2020 de poursuivre la baisse du taux de TEOM, rendue possible par les premiers effets de la RSI.

4-Taux et produit de la taxe GEMAPI

La mise en place de l'EPAGE au niveau du bassin de la Grosne n'ayant pas encore abouti, il n'est pas prévu de voter une taxe GEMAPI encore cette année. Si cela se concrétise courant 2020, cela pourra être envisagé par le nouvel exécutif à partir de 2021.

D. Financements des services intercommunaux :

Autres principales recettes – répartition par service :

| Services | Provenance | Recettes 2019 |
|------------------------------------------------------------|------------------------------------------|---------------|
| Petite enfance (multi-accueil et RAM) | CAF, Conseil Départemental, usagers | 242 552,45 |
| Enfance jeunesse (CLSH, Conseil des jeunes, 1001 familles) | CAF, Conseil Départemental, MSA, usagers | 243 130,65 |
| Ludothèque, bibliothèques | CAF, usagers | 8 654,23 |
| Piscine et ateliers sportifs | Usagers | 76 408,20 |
| MSAP | FNADT, FEADER, AILE, CAF, usagers | 59 325,36 |
| Natura 2000 | FEADER | 80 535,31 |
| Charte Forestière | REGION, ADCOFOR | 25 336,31 |
| TEPOS - TEPCV | Ademe, ANRT | 24 079,49 |
| Transport à la demande | Conseil Régional, usagers | 6 558,00 |
| Transport scolaire | Conseil Régional | 197 991,62 |
| EMDT | Conseil Départemental, usagers | 142 889,02 |

E. Emprunts :

Annuités d'emprunts en cours :

| EMPRUNTS NUMERO/OBJET | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2019 | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2020 | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2021 | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2022 | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2023 | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2024 | ANNUITES POUR L'EXERCICE 2025 |
|------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 00001454129 / MAISON ENFANCE JEUNESSE | 14 464,76 € | 14 464,76 € | 14 464,76 € | 14 464,76 € | 14 464,76 € | 14 464,76 € | 14 464,76 € |
| CAF 001-2014 / AMENAGEMENT MAISON DE L'ENFANCE | 10 152,00 € | 10 152,00 € | 10 152,00 € | 10 150,00 € | - € | - € | - € |
| 52394 / MULTIACCUEIL+RAM | 6 747,72 € | 6 747,72 € | 6 747,72 € | 6 747,72 € | 6 747,72 € | 6 747,72 € | 6 747,72 € |
| 52396 / LUDOVERTE | 8 715,80 € | 8 715,80 € | 8 715,80 € | 8 715,80 € | 8 715,80 € | 8 715,80 € | 8 715,80 € |
| 9957426 / CHAUFFAGE PISCINE LA GUICHE | 16 694,25 € | 16 694,25 € | 16 694,25 € | 16 694,25 € | 16 694,25 € | 16 694,25 € | 16 694,25 € |
| 99 05807 / PRET RELAIS | 3 440,00 € | 401 720,00 € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 99 71943 / PRET PISCINE + MSAP (SUBSTITUTION) | 50 017,87 € | 50 017,87 € | 50 017,87 € | 50 017,87 € | 50 017,87 € | 50 017,87 € | 50 017,87 € |
| 5599397 / DEPLOIEMENT DU TRES HAUT DEBIT | 82 781,56 € | - € | - € | - € | - € | - € | - € |
| 00004289596 / PRET POLE ALIMENTATION / EBE / EAU ET ASS | - € | 27 487,99 € | 27 488,00 € | 27 488,00 € | 27 488,00 € | 27 488,00 € | 27 488,00 € |
| TOTAL | 193 013,96 € | 536 000,39 € | 134 280,40 € | 134 278,40 € | 124 128,40 € | 124 128,40 € | 124 128,40 € |

L'emprunt Très haut débit (1.9 M€) a été remboursé de manière anticipée en décembre 2019 et n'aura donc plus d'incidences sur le budget 2020.

Le prêt relais (in fine) de 400 k€ doit être remboursé en avril 2020.

La **ligne de trésorerie** de 600 k€ est actuellement utilisée à hauteur de 200 k€, et les 400 k€ restants seront utilisés au moment du remboursement du prêt relais.

Pas de nouveaux emprunts prévus pour 2020.

F. Budgets annexes

Pas d'orientations budgétaires particulières à relever pour 2020 pour les deux budgets annexes des Zones de la Gare et de la Courbe, qui seront présentés dans la continuité des années précédentes.

G. Schéma de mutualisation

Vu l'article L.5211-39-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, chaque année, lors du débat d'orientation budgétaire ou, à défaut, lors du vote du budget, l'avancement du schéma de mutualisation fait l'objet d'une communication du président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre à son organe délibérant.

Le Schéma de mutualisation des services de la CCC et de ses communes a été adopté en Conseil communautaire du 14 décembre 2015 et n'a pas fait l'objet de mise à jour depuis.

Dans le courant de ce mandat, les deux principaux services mutualisés au niveau intercommunal au profit des communes concernent le service « **autorisations du droit des sols** » d'une part, et « **intervention Musique en milieu scolaire** » d'autre part.

Des mises à dispositions de personnel existent par ailleurs ponctuellement entre la CCC et la Ville Centre pour la **Direction de l'Harmonie municipale** d'une part, et **l'accompagnement piétonnier des élèves de primaire utilisant le transport scolaire** d'autre part.

4. Gestion des ressources humaines

Comme pour toutes les collectivités, les charges de personnel constituent un poste important de dépenses.

La maîtrise de leur évolution constitue donc un enjeu majeur, la préparation du budget 2020 devra tenir compte à la fois de décisions nationales et d'éléments locaux de contexte.

Dispositifs nationaux s'imposant à la CCC :

- La suite de la mise en place du protocole Parcours Professionnels Carrières et Rémunérations (PPCR) applicable de 2016 à 2020, refonte des grilles indiciaires s'accompagnant d'une légère revalorisation pour les agents
- La neutralisation de la hausse de la CSG
- L'application du RIFSEEP aux cadres d'emplois des ingénieurs territoriaux à compter de 01/2020
- Le gel du point d'indice maintenu pour 2020
- Les habituels avancements d'échelon à la cadence unique

Les dispositions décidées localement :

- Mise en place du « ticket mobilité » à l'initiative de la Région, qui répond à deux objectifs principaux :
 - apporter une réponse transitoire à certains besoins de déplacements en zone blanche de mobilité (c'est-à-dire non couverte par du transport en commun), donc essentiellement en secteur très peu dense ;
 - apporter un soutien au pouvoir d'achat des salariés pour les déplacements domicile-travail qu'ils doivent accomplir en véhicule personnel en l'absence de transport collectif.

Le dispositif consiste en une aide mensuelle minimum de 30 € (applicable 11 mois sur 12), destinée à soutenir financièrement les salariés dépendant de leur voiture pour se rendre sur leur lieu de travail.

Cette convention fait l'objet d'un partenariat entre la Région Bourgogne-Franche-Comté.

Ce dispositif concerne 8 agents de la CCC.

Impact budgétaire pour la CCC : **1320 €**.

- Création d'une enveloppe budgétaire dédiée au **CPF (compte personnel de formation)** :

Le conseil a délibéré en décembre 2019 sur une participation employeur à hauteur 20 % du coût total de la formation des agents effectuées dans le cadre de leur CPF - plafonné à 500 € par an et par agent, et dans la limite d'un plafond défini chaque année lors du vote du budget.

Impact budgétaire 2020 pour la CCC : **2000 €** envisagés (*à confirmer lors du vote du BP*)

- Projet de création de **l'Indemnité d'astreinte** en 2020 (*sous réserve de vote en conseil communautaire*) : concerne un agent (ETAP).

Impact budgétaire nul car salaire intégralement remboursé par l'association.

A. Les dépenses de personnel

La prévision de dépenses de personnel s'élève pour 2020 à 2 513 000 € (rappel BP 2019 : 2 328 000 €).

La Chambre régionale des comptes a par ailleurs noté lors de son récent contrôle portant sur la période 2014 à maintenant, que l'évolution haussière des effectifs de la CCC sur cette période correspondait à l'augmentation de ses attributions et revêtait donc un caractère logique et proportionné.

En 2019, les dépenses de personnel en détail :

- Traitement de base indiciaires emplois permanents (1 115 084) + emplois temporaires (vacataires, remplaçants, accroissements temporaires d'activité) (62512) = 1 177 596 €
- NBI (Nouvelle Bonification Indiciaire) : 11 077 €
- SFT (supplément familial de traitement) : 35 400 €
- Régime indemnitaire (tous confondus) : 134 351 €
- HEURES COMPLEMENTAIRES rémunérées : 26 517 €
- HEURES SUPPLEMENTAIRES rémunérées : 872 €
- Participation employeur à la garantie maintien de salaire (MNT) : 3504 €
- Transfert primes/points : 7 750 €
- Cotisation assurance statutaire (CNP) : 75 000 €
- Adhésion Comité social (CNAS) : 14 800 €
- Remboursement de frais de déplacements professionnels : 15 600 €

B. Le régime indemnitaire

La part du budget consacré au versement des régimes indemnitaires est de 134 K€, soit 6,3 % de la masse salariale.

Le **N.B.I.** (Nouvelle bonification Indiciaire) et le **S.F.T.** (Supplément Familial de Traitement) sont de droit et s'imposent donc à la collectivité.

Le RIFSEEP : Pour rappel : mise en place au sein de l'intercommunalité depuis le 1^{er} janvier 2017 du RIFSEEP en application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014.

N.B. : les textes prévoyaient une révision du RIFSEEP tous les 4 ans, **c'est-à-dire un vote d'actualisation du dispositif à prévoir courant 2020 par le nouvel exécutif, pour application au 01/01/2021.** Il conviendra notamment à cette occasion d'étudier l'instauration du **C.I.A.** (complément indemnitaire annuel), initialement à caractère facultatif, mais que le contrôle de légalité nous a malgré tout reproché de ne pas instituer.

C. Le temps de travail

Sur la base d'une moyenne de 8 jours fériés par an pour une durée annuelle de 1600 heures hors la journée de solidarité (1607 dans ce cas)

| | |
|-----------------------------------------------------------|------------|
| Nombre de jours par an..... | 365 jours |
| Repos hebdomadaire | -104 jours |
| Jours fériés intervenant sur jours normalement travaillés | -8 jours |
| Congés annuels | -25 jours |
| Nombre de jours travaillés par an | 228 jours |

Le temps de travail annuel est donc égal à 228 x 7 h + 7 heures de la journée de solidarité soit **1607 heures annuelles.**

N.B. : Les quatre « **jours exceptionnels du Président** » accordés à la CCC depuis sa création, **auront vocation à être supprimés**, en application de la Loi de modernisation de la FPT du 06/08/2019, et ce, **dans un délai d'un an** à compter de renouvellement général de mars 2020.

Les heures excédentaires au temps de travail hebdomadaires n'ouvrent pas droit en principe à rémunération ; une récupération à due concurrence du temps excédentaire est préconisée. Un système particulier existe cependant pour les assistants d'enseignement artistique qui peuvent au contraire prétendre à rétribution de ces heures excédentaires, dans la plupart des cas, qui sont des heures complémentaires, liées aux variations de l'activité d'une année scolaire à l'autre.

D. La structure des effectifs

Evolution de la structure des effectifs :

| | 12/2017 | 12/2018 | 12/2019 | Projections 2020 |
|-----------------------------------------------------------|---------|---------|---------|-----------------------------------|
| Nb d'Agents permanents (hors vacataires enfance jeunesse) | 66 | 71 | 77 | 78 |
| Postes ouverts (en ETP) | 51.1 | 55.5 | 59.7 | Globalement, stabilité des postes |
| Postes affectés (en ETP) | 45.7 | 52.6 | 54.4 | |

L'évolution des effectifs s'explique en 2019 par :

TEPOS :

- Suppression d'un poste de chargé de mission TEPOS - 0.5 ETP – ingénieur
- Création au 01/12/2019 d'un poste de chargé de mission « mobilité durable » - 0.8 ETP – Attaché

ADMINISTRATION GENERALE :

- Mise en détachement d'un agent rédacteur principal, référent RH - 1 ETP
- Création d'un poste d'adjoint administratif référent RH - 1 ETP
- Création d'un poste d'assistant des services administratifs polyvalent - Rédacteur ppal - 1 ETP

Ecole de Musique Danse Théâtre :

- Suite à réussite à concours : stagiairisation de 3 Assistants d'Enseignement Artistique Principal de 2^{ème} classe, précédemment contractuels
- Suite à réussite à concours : suppression d'un poste d'AEA - 1 ETP - et création d'un poste de PEA chargé de Direction - 1 ETP

Projet d'évolution du tableau des effectifs en 2020 :

ENVIRONNEMENT :

- Création au 1/01/2020 d'un poste de chargé de mission NATURA 2000, grade ingénieur, 1 ETP

Maison de Services Au Public :

- Suppression au 01/01/2020 d'un poste d'animateur cyberspace, adjoint d'animation, 1 ETP

Des projets de postes encore à l'étude (sous réserve arbitrage du budget primitif).

Il conviendra par ailleurs comme chaque année de pourvoir aux remplacements des agents en arrêt maladie et aux départs (retraite, fin de contrat.)

E. Les instances représentatives du personnel

La Collectivité est dotée d'un comité technique interne depuis 2017.

Ce comité compte 3 membres titulaires représentant les personnels et 3 membres suppléants. Il a été décidé de maintenir le paritarisme ; c'est ainsi que l'autorité territoriale est aussi représentée par 3 membres titulaires et 3 suppléants.

Cette instance se double dans les mêmes conditions de représentation d'un Comité Hygiène et Sécurité. Le CT s'est réuni 2 fois en 2019 et le CHSCT 2 fois.

ANNEXES

- 1- Fiche financière DGF CCC 2019**
- 2- Tableau des effectifs au 01/01/2020**

| | | | |
|-----------------------------------------------------------|------------------------|------------------------------------------|-----------------|
| Ministère de l'Intérieur D.G.C.L S/D des finances locales | | Bureau des concours financiers de l'Etat | 1/2 |
| 30/07/2019 | Fiche Individuelle DGF | 2 019 | |
| 200040293 | | | CC DU CLUNISOIS |
| Informations générales | | | |
| Numéro département | | | 71 |
| Dotations de compensation | | | |
| Montant de la CPS après écrêtement des EPCI pour 2019 | | | 288 998 |
| Montant de la DCTP des EPCI pour 2019 | | | 0 |
| Montant de la dotation de compensation des EPCI pour 2019 | | | 288 998 |
| Prélèvement sur fiscalité TASCOT des EPCI pour 2019 | | | 0 |
| Dotations des groupements touristiques | | | |
| Montant réparti | | | 0 |
| Dotations d'intercommunalité | | | |
| Population Insee | | | 14 438 |
| Population DGF 2019 | | | 16 376 |
| Revenu des EPCI | | | 189 062 366 |
| Dotations NM1 au périmètre N | | | 288 004 |
| Réalimentation | | | 0 |
| Dotations de base | | | 111 106 |
| Dotations de péréquation | | | 324 161 |
| Garantie | | | 0 |
| Plafonnement | | | 118 713,89 |
| Dotations | | | 316 553 |
| Potentiel fiscal | | | |
| Bases brutes FB | | | 13 941 261 |
| Bases brutes FNB | | | 1 954 647 |
| Bases brutes de TH | | | 19 245 813 |
| Base brutes CFE | | | 2 645 573 |
| Produit CVAE | | | 478 959 |
| Produit des IFER | | | 102 558 |
| Produit TASCOT | | | 101 239 |
| Produit TAFNB | | | 13 682 |
| DRCTP | | | 158 556 |
| FNGIR | | | -1 209 260 |
| CPS EPCI pour PF (hors baisses DCTP) | | | 295 790 |
| ACNE | | | 0 |
| Potentiel fiscal | | | 2 735 371 |
| Potentiel fiscal/habitant | | | 167,035357 |
| Coefficient d'intégration fiscale | | | |
| Produit TH EPCI | | | 2 573 016 |
| Produit FB EPCI | | | 616 618 |
| Produit FNB EPCI | | | 271 672 |
| Produit CFE EPCI | | | 684 379 |
| Compensation ZFU, ZRU, ZFC, TP Corse, DOM | | | 0 |
| CPS 2018 au périmètre 2019 | | | 295 790 |
| Reliquat AC | | | 0 |
| Dépenses de transfert | | | 1 311 138 |
| Redevance assainissement | | | 0 |
| Redevance assainissement Communes et syndicats | | | 0 |
| Taxe ou redevance O.M | | | 1 530 780 |
| Taxe ou redevance O.M Communes et syndicats | | | 0 |
| REOM EPCI | | | 47 188 |
| REOM Syndicats et communes | | | 0 |
| Produit TH Communes et syndicats | | | 1 335 137 |
| Produit FB Communes et syndicats | | | 1 706 070 |
| Produit FNB Communes et syndicats | | | 626 957 |
| Produits CFE Communes et syndicats | | | 0 |
| DRCTP Communes et syndicats | | | 0 |
| FNGIR Communes et syndicats | | | 94 014 |

| | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|-----------------|
| Ministère de l'Intérieur D.G.C.L S/D des finances locales Bureau des concours financiers de l'Etat 2/2 | | |
| 30/07/2019 | Fiche Individuelle DGF | 2 019 |
| 200040293 | | CC DU CLUNISOIS |
| Produit CVAE Communes et syndicats | | 0 |
| Produit des IFR Communes et syndicats | | 0 |
| Produit TASCOM Communes et syndicats | | 0 |
| Produit TAFNB Communes et syndicats | | 0 |
| CIF | | 0,461852 |
| CIF Moyen EPCI | | 0,372909 |
| Indice synthétique EPCI | | 2,863910 |
| Coefficient de pondération EPCI | | 0,717622 |

TABEAU DES EFFECTIFS JANVIER 2020

| | Catég. | Situation | Grade | Ouvert | Affecté |
|------------------------------------------------------------|--------|-----------|------------------------------------------------|--------|---------|
| Attaché Principal territorial | A | TITULAIRE | ATTACHE PRINCIPAL | 1,00 | 0,00 |
| DGS | A | TITULAIRE | DIRECTEUR GEN. DES SERVICES DE 10000 A 20000 H | 1,00 | 0,70 |
| Chargé de mission développement économique et social | A | CDI | ATTACHE TERRITORIAL | 1,00 | 0,50 |
| Coordinateur MSAP | A | CDD | ATTACHE TERRITORIAL | | 0,50 |
| Chargé de mission animation mobilité durable | A | CDD | ATTACHE | 1,00 | 0,80 |
| Référent emploi-insertion | B | CDI | REDACTEUR | 1,00 | 1,00 |
| Référent comptabilité | B | TITULAIRE | REDACTEUR | 1,00 | 1,00 |
| Agent d'accueil Ecole de musique danse théâtre | B | CDI | REDACTEUR | 0,75 | 0,75 |
| Référent RH | C | STAGIAIRE | ADJOINT ADMINISTRATIF | 1,00 | 0,80 |
| Renfort RH- transport scolaire - Instructrice Urbanisme | B | TITULAIRE | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE | 1,00 | 1,00 |
| Référent RH | B | TITULAIRE | REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE | 1,00 | 0,00 |
| Assistante de service administratif | C | TITULAIRE | ADJOINT ADM. PRINCIPAL 1ere CL | 0,55 | 0,46 |
| Agent MSAP, référent social solidarités | C | TITULAIRE | ADJOINT ADMINISTRATIF | 1,00 | 0,80 |
| Accueil MSAP | B | TITULAIRE | REDACTEUR | 1,00 | 1,00 |
| Agent d'accueil MSAP/RSP | C | TITULAIRE | ADJOINT ADMINISTRATIF | 1,00 | 1,00 |
| Référent instances et affaires générales | C | TITULAIRE | ADJOINT ADM. PRINCIPAL 1ere CL | 1,00 | 1,00 |
| Référent Urbanisme - Habitat | C | TITULAIRE | ADJOINT ADM. PRINCIPAL 2eme CL | 0,40 | 0,40 |
| Adjoint administratif PIG Habitat | C | CDD | ADJOINT ADM. PRINCIPAL 2eme CL | 0,40 | 0,40 |
| Animateur Enfance Jeunesse | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION 2EME CL. | 1,00 | 1,00 |
| Animateur Enfance Jeunesse | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 1ERE CL. | 0,86 | 0,86 |
| Directeur CLSH | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 0,00 |
| Animatrice MSAP | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 1,00 |

| | | | | | |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|---------------------------|--------------------------------------------------------------------|------|------|
| Animatrice Enfance/jeunesse | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 1,00 |
| Coordinatrice Petite Enfance / Enfance jeunesse | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 2EME CL. | 1,00 | 1,00 |
| Directeur CLSH | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 1,00 |
| Directeur adjoint CLSH | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 1,00 |
| Animateur Enfance Jeunesse | C | STAGIAIRE | ADJOINT D'ANIMATION 2EME CL. | 1,00 | 1,00 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION. | 0,86 | 0,86 |
| Animatrice Petite enfance / Référent Ludothèque | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION PRINCIPAL 1ère cl | 0,89 | 0,89 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 1,00 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 0,71 | 0,71 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 0,94 | 0,94 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 0,61 | 0,61 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 1,00 | 1,00 |
| Animatrice Petite enfance | C | TITULAIRE | ADJOINT D'ANIMATION | 0,83 | 0,83 |
| Directrice Multi-Accueil | B | TITULAIRE | EDUCATEUR PRINCIPAL JEUNES ENFANTS | 1,00 | 1,00 |
| Directrice Multi-Accueil | A | TITULAIRE détachée FPH | Infirmière Soins Généraux | 1,00 | 1,00 |
| Responsable RAM | B | TITULAIRE | Educateur de Jeunes Enfants Classe Exceptionnelle | 0,89 | 0,89 |
| Responsable RAM | C | TITULAIRE | AUXI PUERICULTURE PRINCIPAL 1ere CL. | 0,50 | 0,50 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,66 | 0,66 |
| Professeur musique et danse | B | CDD | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,31 | 0,31 |
| Professeur musique et danse | B | STAGIAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,31 | 0,31 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,25 | 0,25 |
| Professeur musique et danse | B | TITULAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,25 | 0,25 |
| Professeur musique et danse | B | STAGIAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,60 | 0,60 |
| Professeur musique et danse | B | TITULAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 1ERE CL | 1,00 | 0,00 |
| Professeur d'Enseignement Artistique chargé de la Direction d'un établissement d'enseignement artistique | A | STAGIAIRE | PROFESSEUR TERRITORIAL D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE DE CLASSE NORMALE | 1,00 | 1,00 |
| Professeur musique et danse | B | TITULAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 1ERE CL | 0,55 | 0,55 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,30 | 0,30 |
| Professeur musique et danse | B | STAGIAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,13 | 0,13 |
| Professeur musique et danse | B | TITULAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,45 | 0,45 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,29 | 0,29 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 1,00 | 1,00 |
| Professeur musique et danse | B | STAGIAIRE | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,20 | 0,20 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,85 | 0,85 |
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 2EME CL | 0,32 | 0,32 |

| | | | | | |
|-----------------------------------------------------------------|---|---------------|---------------------------------------------------|--------------|--------------|
| Professeur musique et danse | B | CDI | ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINC 1ERE CL | 0,50 | 0,50 |
| Chef de Bassin | B | TITULAIRE | EDUCATEUR TERRITORIAL A.P.S PRINCIPAL 1ER CLASSE | 1,00 | 1,00 |
| Maitre-nageur sauveteur | B | TITULAIRE | EDUCATEUR TERRITORIAL A.P.S | 1,00 | 0,80 |
| Maitre-nageur sauveteur | B | TITULAIRE | EDUCATEUR TERRITORIAL A.P.S | 1,00 | 1,00 |
| Coordinateur Aménagement Environnement Equipements | A | TITULAIRE | INGENIEUR PRINCIPAL | 1,00 | 0,80 |
| Technicien "réalisation de documents d'informations techniques" | B | CDD DE 2 MOIS | TECHNICIEN TERRITORIAL | 1,00 | 1,00 |
| Chargé de mission Natura 2000 | A | CDD/TITULAIRE | INGENIEUR | 1,00 | 0,00 |
| Chargé de mission Natura 2000 | A | CDD | INGENIEUR | 1,00 | 1,00 |
| Chargé de mission Charte Forestière | A | CDI | INGENIEUR | 1,00 | 1,00 |
| Chargé de mission PIG Habitat | A | CDD | INGENIEUR | 1,00 | 1,00 |
| Référent Informatique | C | CDD | ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CL. | 1,00 | 0,80 |
| Agent d'entretien | C | STAGIAIRE | ADJOINT TECHNIQUE | 0,72 | 0,72 |
| Agent d'entretien | C | TITULAIRE | ADJOINT TECHNIQUE | 1,00 | 1,00 |
| Agent d'entretien | C | TITULAIRE | ADJOINT TECHNIQUE | 0,97 | 0,97 |
| Agent d'entretien | C | TITULAIRE | ADJOINT TECHNIQUE | 0,11 | 0,11 |
| Référent Technique | C | TITULAIRE | ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL 2EME CL. | 1,00 | 1,00 |
| Agent de bibliothèque | C | TITULAIRE | ADJOINT DU PATRIMOINE 2EME CLASSE | 0,63 | 0,63 |
| Agent de bibliothèque | C | STAGIAIRE | ADJOINT DU PATRIMOINE | 0,57 | 0,57 |
| Agent de bibliothèque | C | CDD | ADJOINT DU PATRIMOINE | 0,57 | 0,57 |
| | | | | 58,73 | 52,14 |